

faire des observations qui n'étaient pas préparées, mais laissons cette question de côté. Je voudrais en revenir aux points que j'expliquais.

Il est très clair, monsieur le Président. . .

M. de Jong: Cela ne vous autorise pas à faire une intervention de dix minutes.

Le président suppléant (M. DeBlois): J'invite le député à laisser la parole à d'autres qui veulent faire des observations ou poser des questions.

M. Pickard: Voici où je veux en venir, monsieur le Président, et je suis certain que mon collègue de Windsor—Sainte-Claire est du même avis, parce que nous avons fait une tournée dans les comtés d'Essex et de Kent où nous avons écouté exposer de vives préoccupations, entendu les gens des services sociaux accuser sans ambages le gouvernement fédéral de faire retomber la charge sur les collectivités par le projet de loi C-21, le nombre d'assistés sociaux ayant doublé en un an, les pertes d'emplois se décuplant. . .

M. McCurdy: Monsieur le Président, je félicite mon collègue de renforcer avec autant de perspicacité mes propres propos. Il a parlé, je crois, des pertes considérables d'emplois. Il y en a eu énormément à Windsor. Le député n'a pas dit toutefois que la situation de la recherche et du développement à Ottawa a des répercussions jusqu'à Windsor.

Je voulais communiquer au Président, que cela intéressera sûrement autant que mon collègue du Parti libéral, une nouvelle que j'ai apprise aujourd'hui, soit le fait que 400 scientifiques du CNRC ont demandé à prendre une retraite anticipée, avant la date limite qui est demain.

Il faut comprendre que ce sont 400 personnes sur 3 000, ou environ 15 p. 100 des scientifiques du CNRC. Cela signifie que le gouvernement a tellement démoralisé le personnel, que le CNRC est comme un navire naufragé dont l'équipage se précipite sur les vestes de sauvetage. C'est révélateur de la politique du gouvernement sur la recherche et le développement.

M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle): Une très brève question, monsieur le Président. Nous, néo-démocrates, n'avons pas besoin de dix minutes pour poser une question.

Je voudrais demander au député de nous parler aussi du dossier libéral, car il n'a pas signalé dans son allocution certaines des omissions et des péchés du régime

précédent. Il importe, je crois, de les signaler, non pas pour faire oublier ceux du gouvernement actuel, mais le député se souviendra certainement du crédit d'impôt à la recherche scientifique que les libéraux avaient établi sur leurs derniers milles.

Je me demande si mon collègue pourrait commenter le genre de dépenses qu'avait faites le gouvernement de l'époque, par l'intermédiaire de M. Lalonde, en investissant de vastes sommes supposément dans la recherche et le développement alors que, bien sûr, cet argent a fini dans les poches de juristes et de comptables et que bien peu a vraiment servi à financer de la recherche.

M. McCurdy: Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je répondrai à cela. J'ai mentionné que, lorsque Pierre Trudeau a pris le pouvoir, en 1968, le ratio ARDI/PIB était de 1,4 p. 100 et qu'il est tombé ensuite à 0,9 p. 100.

On a signalé que le Rapport Lamontagne, dans les années 70 déjà, avait laissé entendre qu'un objectif de 2,5 p. 100 pour l'aide gouvernementale à la recherche et au développement industriels devait être visé et atteint. Il vaut la peine de signaler, par exemple, que de 1970 à 1977, les dépenses libérales aux fins de la recherche scientifique sont tombées de 980 millions de dollars à un peu plus de 900 millions de dollars.

C'est en 1977 que le gouvernement libéral a abandonné le partage 50-50 des transferts aux fins du financement des universités. Il faut savoir qu'il est responsable des 6 et 5 p. 100 qui ont coûté deux milliards de dollars au système.

Il est aussi utile de signaler que si l'argent investi dans certaines des mesures économiques que les libéraux ont mises en oeuvre dans les années 70 avait été employé dans la recherche et le développement ainsi que dans le développement technologique industriel, nous n'en serions probablement pas là où nous en sommes aujourd'hui.

M. René Soetens (Ontario): Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat d'aujourd'hui.

Je remarque qu'il est proposé par le député de Willowdale. Or, je me trouvais à cet endroit, il y a dix jours environ, et si je présentais cette motion aux gens avec lesquels je me suis entretenu et qui s'inquiétaient de l'économie du pays etc., ils se demanderaient où le député a bien pu prendre l'idée, car cela ne reflète certes pas leur opinion; il s'agissait pourtant d'électeurs du député.